



PREFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la  
protection des populations

**ARRETE**  
**portant autorisation d'une installation classée**  
**pour la protection de l'environnement**

Service prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/4252  
MTB

**Le Préfet des Côtes d'Armor**

**Officier de la Légion d'honneur**

- VU** le Code de l'Environnement et notamment le titre I du livre II et le titre I du livre V ;
- VU** le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 6 mars 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole
- VU** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du Code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994, modifié, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement «**EARL DU GRAND CHEMIN (DRIANT)**», autorisant à exploiter à ANDEL sur le site « Le Bignon » un élevage porcin de 2 678 places animales équivalents 104 pl. maternité (312 PAE), 330 pl. gestantes-verraterie (990 PAE), 880 pl. post-sevrage (176 PAE), 1 200 pl. engraissement (1 200 PAE) ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009 modifié établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**VU** la demande présentée le 16 mars 2012 par l'installation classée « **E.A.R.L. du GRAND CHEMIN (DRIANT)** », sise « Le Bignon » à ANDEL, en vue de la restructuration externe de l'élevage porcin autorisé qui comprendra après projet 4 480 places animaux équivalents situé au lieu-dit "Le Bignon" à ANDEL, suite à la reprise partielle de l'élevage de l'EARL Mare Ratel, site du champ Poulain à Lamballe (Maroué) et totale de l'EARL du Clos Neuf à HENANSAL et de l'EARL Bourgault à PLANGUENOUAL et la mise à jour de la gestion des déjections (GIE du Bignon);

**VU** la saisine de l'autorité environnementale du 30 avril 2012 ;

**VU** la consultation des conseils municipaux de ANDEL et MORIEUX ;

**VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du commissaire-enquêteur du 11 octobre 2012 ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 décembre 2012 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 21 décembre 2012 ;

**CONSIDERANT** que la demande présentée prévoit des mesures compensatrices permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement,

**CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

**CONSIDERANT** que l'objectif de cette restructuration s'inscrit dans le cadre de l'amélioration des performances de l'atelier et permettra au site exploité par l'EARL DU GRAND CHEMIN d'être en conformité avec les normes « bien être » applicables à compter du 1er janvier 2013 ;

**CONSIDERANT** que les capacités de stockage sont satisfaisantes sur l'exploitation ;

**CONSIDERANT** que le pétitionnaire est en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation en phosphore sur son plan d'épandage ;

**CONSIDERANT** l'avis favorable du commissaire-enquêteur ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

## **- A R R E T E -**

### **ARTICLE 1 :**

**1.1.** L'EARL DU GRAND CHEMIN, ci-après dénommé l'éleveur, sise à ANDEL au lieu dit «Le Bignon», est autorisé à exploiter à cette adresse (section ZC n° 139), à moins de 35 mètres de 2 forages existants sur l'installation, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin dont la capacité maximale est de 4 480 places pour animaux équivalent (PAE) réparties comme suit :

- 116 places de maternité (348 PAE)

- 368 places de gestante-verraterie (1 104 PAE)

- 20 places de quarantaine-infirmerie (20 PAE)
- 2 600 places d'engraissement (2 600 PAE)
- 2 040 places de post-sevrage (408 PAE)

1. 2. Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique n° 2102 - 1 de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en vigueur ainsi que les prescriptions définies ci-dessous.

## **ARTICLE 2 : Prescriptions particulières**

### **2.1. - Effectifs :**

- 2.1.1. - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 480 porcs reproducteurs truies, verrats, cochettes), 2 600 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2 040 porcelets sevrés de moins de (truies, verrats, cochettes), 2 600 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 2 040 porcelets sevrés de moins de 30 kg. Conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, la production annuelle de porcs charcutiers ne devra pas excéder 7 942 animaux et la production annuelle de porcelets ne devra pas excéder 12 500 animaux.
- 2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 419 porcs reproducteurs (truies, verrats, cochettes). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique).
- 2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement ). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

### **2.2. - Alimentation biphase :**

- 2.2.1. - L'alimentation biphase, avec adjonction de phytases sera maintenue à compter de la date du présent arrêté. Concernant la porcherie à créer de 1 100 places d'engraissement et de 2 040 places de post- sevrage (bâtiment n°6), l'alimentation biphase avec phytases sera mise en place dès la mise en service de ce bâtiment.

- 2.2.2. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures,) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

### **ARTICLE 3 - Prescriptions particulières concernant le devenir des lisiers**

- 3.1. - La totalité des déjections produites sur l'installation soit 8 400 m<sup>3</sup> de lisier brut correspondant à 32 519 unités d'azote et 19 250 unités de phosphore sera prise en charge par le GIE DU BIGNON dont l'EARL DU GRAND CHEMIN est membre.
- 3.2. - Pour les lisiers acheminés vers l'unité de traitement, un cahier d'enlèvement sera tenu à jour par l'éleveur avec la date et la quantité de lisier enlevé.
- 3.3. - En cas de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de l'unité de traitement, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. L'inspecteur des installations classées sera immédiatement prévenu.

### **ARTICLE 4 - Prescriptions particulières en matière de stockage et d'épandage des co-produits et lisiers bruts.**

- 4.1. - Les lisiers bruts porcins avant traitement seront stockés dans des fosses d'un volume total de 4 022 m<sup>3</sup>.

### **ARTICLE 5 - Prescription particulière concernant la remise en état du site:**

L'arrêt des ateliers porcins sur les sites de l'EARL DU CLOS NEUF à HENANSAL et de l'EARL BOURGAULT à PLANGUENOUAL sera effectif dès que le projet de restructuration externe sera réalisé sur le site "LE BIGNON" à ANDEL.

Les bâtiments seront ensuite désaffectés dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'exploitation.

L'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :

- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;

- les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

#### **ARTICLE 6 - Prescriptions particulières relatives aux forages existants :**

Les forages existants sur la parcelle ZC n° 139 ne répondent pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser ces ouvrages sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête des forages doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête des forages ;
- les forages ne doivent pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, les ouvrages seront abandonnés. Il seront comblés par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères.

L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

## **ARTICLE 7 - Résorption**

La résorption prise en compte pour l'exploitation sera de 29 700 unités d'azote dont 6 125 unités par alimentation biphase, 14 137 unités par traitement 1 958 unités par restructuration externe, 7 840 unités par transfert.

## **ARTICLE 8 :**

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, accompagnée des documents justificatifs.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

## **ARTICLE 9 :**

L'arrêté préfectoral du 17 janvier 1994 autorisant l'EARL du Grand Chemin à Andel à exploiter un élevage porcin de 2 678 places animaux équivalents est abrogé.

## **ARTICLE 10 :**

Une copie du présent arrêté sera :

- déposée à la mairie de ANDEL pour y être consulté,
- affichée à la mairie de ANDEL pendant une durée d'un mois
- affichée en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants,
- mise en ligne sur le site internet de la préfecture,
- un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais des exploitants dans deux journaux d'annonces légales du département.

### ARTICLE 11 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte – 35044 RENNES CEDEX).

- pour les exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision ;
- pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans un délai de 6 mois après publication ou l'affichage de la décision, le délai est prolongé de 6 mois.

### ARTICLE 12 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de ANDEL et le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information, aux maires de COETMIEUX, LAMBALLE, MORIEUX.

Fait à SAINT-BRIEUC, le 8 JAN. 2013

LE PREFET,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,



Gérard DEROUIN

